

[Text]

Senator Hays: 800 farms or ranches, so you are giving, more or less, a mile per farmer?

Mr. Blair: Southwest Saskatchewan is not that dense, so let us add 100 miles down there and make it 900 miles.

Senator Hays: Your firm, Alberta Gas Trunk, has done a great job in negotiating pipelines, and I live close to it, as you well know, so I know that, but you may not always be there, which is the reason I am raising some of these points. For a long time the farmers have dealt on a gas line as a one-shot deal. You send the best buyer around, the fellow who can buy the cheapest, to do the best job, which is business. Having done that, you say, "I will pay you that," generally based on what the property or the land is worth. Then you say, "And we will pay all the damages from here on in."

In the meantime, the land increases in value; it goes up. Someone has said it makes the land better. I know enough about pipelines; it will not make my land any better; it just doesn't. I was telling them this morning, in the earlier sitting of this committee, that when the airplanes fly over the pipelines they never get lost until there is snow on the ground. They have to observe those fence posts, and the red posts where the line is. Have you ever given any consideration to seeing that this is an entirely different venture, a new deal, this pipeline, transporting United States gas to United States people? The property tax, we were told this morning, will be about \$8,000 an acre in the Yukon. That is what the department told us today. As to the farmers, there are 800 of them concerned, and you are probably going to give them an average of \$200 an acre.

Mr. Blair: Yes.

Senator Hays: It is \$200 acre, as a one-shot deal. There is quite a bit of gas up there for this line, and quite a bit of gas up there in this land, and hopefully it will be in use for a long time. If you have to deal with them in ten years from now probably you would have to pay \$800 an acre. I am wondering if, rather than a purchase basis, there should be some form of rental for the use of the land.

Mr. Blair: I do not know, senator. I am aware how strong the feeling is among farmers in Alberta about all kinds of pipelines, that the rental system would be fair. I confess to being a member of the UFA and having one of those buttons myself, on a personal basis. Really, from a pipeline point of view, that question is more a general one for the pipeline industry to face, for farmers as a whole, than to tie it into this one project. I would be afraid that if anyone tried to use this project as a target, to set up this new concept of paying for right of way, the United States people would reasonably claim

[Traduction]

de canalisations en Alberta et en Colombie-Britannique, et pour ainsi dire pas au Yukon. D'après ces calculs sommaires, le total s'établirait aux environs de 800 fermes ou ranchs.

Le sénateur Hays: 800 fermes ou ranchs, si bien que vous calculez environ 1 mille à l'agriculteur?

M. Blair: Le sud-ouest de la Saskatchewan n'est pas si densément peuplé, aussi ajoutons donc 100 milles au bas ici, et portons le total à 900 milles.

Le sénateur Hays: Votre entreprise, l'Alberta Gas Trunk, a bien réussi dans ses négociations relatives aux canalisations et comme j'habite tout près, comme vous le savez, je le sais très bien. Mais vous ne serez peut-être pas toujours là et c'est pourquoi je soulève certaines de ces questions. Depuis longtemps, les agriculteurs ont considéré qu'un pipe-line était une à régler affaire d'un seul coup. Nous envoyons le meilleur vendeur, celui qui veut acheter au prix le plus bas, conclure le meilleur marché. Les affaires sont les affaires. Après quoi, vous vous dites: «Je vais vous verser tant». Ce montant est en général calculé en fonction de la valeur des biens immobiliers ou du terrain. Puis vous dites: «Et dès ce moment nous vous verserons des dommages-intérêt».

Entre temps, le terrain a pris de la valeur. Certains ont même prétendu que le pipe-line améliore la qualité de la terre. Je connais assez bien les canalisations pour savoir qu'il n'en est rien. Je disais ce matin, à la séance qui a précédé celle-ci, que lorsque les avions survolent les canalisations, ils ne perdent jamais leur route à moins que les champs ne soient couverts de neige. Il leur suffit de repérer ces piquets de clôture et les fanions rouges disposés le long des canalisations. Vous êtes-vous déjà arrêté à songer que c'est une entreprise toute à fait différente, une nouvelle affaire, ce pipe-line qui achemine du gaz américain vers les États-Unis? Les impôts fonciers, selon, ce qu'on nous a dit ce matin, s'établiront à environ \$8,000 l'acre au Yukon. C'est ce que le ministère nous a révélé ce matin. Quant aux 800 agriculteurs concernés, vous leur verserez probablement une indemnité moyenne de \$200 l'acre.

M. Blair: C'est vrai.

Le sénateur Hays: Une indemnité de \$200 l'acre; une affaire réglée d'un seul coup. Il existe une jolie réserve de gaz pour cette canalisation et comme ces terres recèlent un important gisement, il est réconfortant de savoir que le pipe-line servira longtemps. Si nous nous reportions à dix ans d'ici, il vous faudrait probablement verser aux agriculteurs une indemnité de \$800 l'acre. Je me demande si, plutôt que d'acheter les terres, il n'y aurait pas moyen de conclure une entente de location pour l'utilisation.

M. Blair: Je ne sais pas, monsieur le sénateur. Je sais que les agriculteurs de l'Alberta croient fermement qu'en ce qui concerne le pipe-line le système de location serait juste. J'avoue être membre de l'UFA et porter moi-même à titre personnel un de ces macarons. En réalité, pour ce qui est du pipe-line, cette question a une telle importance pour l'industrie et l'ensemble des agriculteurs qu'il ne faut pas l'associer à ce seul projet. Je craindrais, si l'on tentait de faire de ce projet un objectif, celui d'adopter ce nouveau concept qui consiste à verser des droits de passage, que les États-Unis s'élèvent à